



Entretiens avec des producteurs de la presse pornographique

Des rencontres semées d'embûches...

Béatrice Damian-Gaillard,
Université Rennes 1, CRAPE
beatrice.damian@univ-rennes1.fr



crire un article sur la démarche d'entretien peut mener à deux écueils. Celui de tomber dans le piège qui consiste à confondre réflexion méthodologique et récit descriptif de l'ensemble des étapes de la démarche d'entretien. Ou, au contraire le risque, de s'éloigner de l'expérience empirique pour construire un discours général sur la méthode idéale... Cet article propose de s'appuyer sur l'expérience d'une recherche en cours intitulée *La presse pornographique : industrie culturelle, identités genrées et orientations sexuelles à l'heure d'Internet*¹ pour exposer les obstacles rencontrés et les solutions inventées. En un mot, tenter de présenter une recherche en action et d'en tirer des enseignements épistémologiques². Les entretiens dont il sera question ici sont mis en œuvre auprès de directeurs de publication, de rédacteurs en chef, de journalistes, de secrétaires de rédaction de la presse pornographique, voire de responsables d'organismes institutionnels du champ journalistique afin d'apporter des éclairages sur plusieurs versants de la recherche. À ce jour, nous avons réalisé huit entretiens enregistrés d'une durée moyenne de 2 h 15. Nous avons rencontré deux refus à nos demandes d'entretien, et sommes en attente de deux autres réponses. Toutefois, nous devons souligner que chaque entretien obtenu est le

Pour citer cet article

Référence électronique

Béatrice Damian-Gaillard, « Entretiens avec des producteurs de la presse pornographique : Des rencontres semées d'embûches... », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 1, n°1 - 2012, mis en ligne le 15 septembre 2012. URL : <http://surlejournalisme.com/rev>

résultat de plusieurs semaines de travail en termes de pistage et de négociation. Ces entretiens sont réalisés pour discuter avec ces acteurs des stratégies éditoriales, commerciales, organisationnelles mises en place et de leurs évolutions éventuelles face à l'émergence de nouveaux espaces de concurrence (productions sur le Web, concurrence d'autres secteurs de presse, émergence de chaînes de télévision spécialisées...). Ils ont alors pour objectif de fournir des éléments de connaissance sur la structuration du marché, la pluralité des acteurs, et les synergies organisationnelles, participant à terme à l'élaboration d'une cartographie des acteurs impliqués dans la presse écrite pornographique. Les entretiens ont aussi pour raison d'être d'appréhender l'organisation du travail dans les rédactions. Dans cette perspective, ils complètent l'analyse des logiques socio-économiques par l'analyse de leurs incidences sur les modes de production et les caractéristiques des producteurs des journaux. Et, enfin, ils constituent un moyen de cerner les modes de socialisation professionnelle des producteurs en lien avec leurs trajectoires sociales, avec leurs orientations ou leurs pratiques sexuelles, la construction de leur identité genrée...

Si la formulation des objectifs de la recherche s'est réalisée sans difficulté majeure, il n'en a pas été de même avec leur mise en œuvre, et ce pour plusieurs raisons. La première difficulté rencontrée concerne la définition de l'objet en termes juridique, organisationnel, professionnel et éditorial, liée à la question de l'identification des supports de presse écrite pornographique. La grande majorité d'entre eux échappe au recensement des différents organismes régulant, en France, les médias et les industries culturelles, et aucun n'a fait l'objet de recherche antérieure³. En effet, les travaux affiliés à la socio-économie des médias ou à la sociologie du journalisme ont focalisé leurs études sur les médias et sur les formes les plus légitimes d'exercice du journalisme, tels les médias nationaux d'information, sur les formes de traitement de l'information comme l'information politique, l'information internationale... Il existe, en fait, peu de travaux consacrés aux segments populaires de la presse écrite, c'est-à-dire aux titres qui s'adressent ou sont lus par des publics essentiellement constitués d'employés, d'ouvriers voire de personnes sans activité professionnelle⁴. Il faut alors trouver d'autres moyens de répertorier les titres existants. Pour autant, une fois ce travail réalisé, d'autres obstacles émergent. Ces journaux ne sont pas toujours disponibles dans les lieux de distribution habituels, se vendent parfois sur des sites spécialisés. Et, une fois ces derniers entre les mains, la lecture de l'ours ne précise pas les noms et numéros de téléphone, ou les adresses courriel des directeurs de publication, rédacteurs en

chef, rédacteurs... Par ailleurs, les difficultés ne se résument pas seulement à la délimitation du terrain d'enquête et à son accès, mais s'étendent à l'interaction en face à face. Convaincre un interlocuteur ou une interlocutrice de parler d'un travail déconsidéré, voire subjectivement dévalorisant, puisque socialement illégitime est un exercice délicat. Ici tout particulièrement, le contexte de l'entretien, le genre de la personne qui le conduit ont des incidences sur la mise en confiance de l'enquêté(e).

Réaliser ces entretiens nécessite de la part de l'enquêtrice, à la fois de déconstruire ses propres stéréotypes et préjugés sur l'objet de la recherche, sur les producteurs eux-mêmes, et d'adopter une posture permanente d'auto-socioanalyse⁵ sur ses formes de socialisation au genre et à la sexualité. Et bien que nous ne soyons pas dans une démarche d'enquête ethnographique, composée d'observation participante et d'entretiens, celles réalisées par L. Humphreys ou P. Bourgois⁶ sont d'un apport considérable sur ce point. En effet, ils interrogent sans cesse la posture du chercheur et les incidences éventuelles de ses interprétations non seulement sur les enquêtés, mais à terme sur les perceptions sociales des groupes sociaux observés. Ainsi, le premier « *suppose que les obstacles les plus sérieux pour la plupart des chercheurs sont d'ordre éthique et affectif* ». Et qu'introduire durablement un terrain dans lequel se mettent en acte des pratiques sexuelles demande la suspension de tout jugement et il reconnaît que « *cela n'est pas facile, dans la mesure où il faut rejeter son propre mode de socialisation*⁷ ». Le propos de cet article est donc de se saisir d'une expérience de recherche « impossible » pour faire le point sur un apprentissage sans cesse renouvelé de l'entretien. Impossible parce que l'objet de l'enquête, le sexe, augmente les difficultés d'accès au terrain et à ses acteurs, comme en atteste, notamment, l'ensemble des travaux menés depuis quelques années sur les « travailleurs du sexe », par des chercheurs tels qu'Elizabeth Bernstein ou Sylvie Bigot sur les *escorts-girls*, les *escort-boys* et leurs clients, ou encore, comme l'atteste l'analyse réalisée par Sébastien Roux d'un entretien avec un client de la prostitution⁸. En ce sens, le travail en cours montre combien ce parcours peut relever du braconnage, de l'adaptation, du retournement d'obstacles, du rapport de pouvoir, de jeux d'approches réciproques⁹. Nous reviendrons, dans un premier temps, sur les tactiques mises en œuvre face à un terrain difficile à saisir. Puis, dans un second temps, nous nous attarderons sur le déroulement des entretiens. Nous verrons combien les thématiques soulevées par les questions configurent de façon spécifique l'interaction elle-même, parce qu'elles touchent aux domaines de la sexualité et de l'intime.

Opacité, cloisonnement et frontières : des sources introuvables ?

Lorsqu'il travaille sur la presse écrite, le chercheur dispose de plusieurs outils documentaires — sous forme papier ou numérique —, qu'il peut mobiliser pour rassembler des informations sur les titres, leurs dirigeants, voire la composition de leur équipe rédactionnelle. Ces ressources se composent de répertoires de titres (*Médiasig*), de données chiffrées sur la diffusion des journaux par exemple (OJD — Association pour le contrôle de la diffusion des médias), ou encore de revues spécialisées dans les domaines de la communication et des médias (*Stratégies*). Ou elles sont éditées par des organismes professionnels, institutionnels ou paritaires intégrés au champ médiatique. Ainsi, la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC), en plus de proposer des enquêtes, délivre régulièrement des données chiffrées sur l'ensemble des secteurs de la presse écrite¹⁰. Ces chiffres concernent la diffusion annuelle totale, selon les différents modes de distribution ; la composition du chiffre d'affaires (recettes provenant des ventes, recettes issues de la publicité) ; les charges d'exploitation, et la consommation de papier. Par ailleurs, il existe des annuaires des professionnels des médias, dédiés à la presse d'information nationale notamment. Sans compter que la loi relative à la liberté de la presse du 29 juillet 1881 intègre un article relatif à la déclaration préalable avant publication, qui oblige l'enregistrement auprès du procureur de la République, d'informations sur le titre du journal, le nom et la demeure du directeur de publication (ou du co-directeur), le lieu d'impression du support.

L'ensemble de ces dispositifs, et d'autres que nous verrons ultérieurement, rendent possible d'une part, l'identification des journaux de presse écrite selon leurs affiliations thématiques, territoriales, et leur périodicité ; et d'autre part, l'appréhension des mécanismes de régulation institutionnels, des modes de propriété, des modèles économiques, les statuts juridiques... Lors de nos travaux précédents, ces sources d'information ont été essentielles pour construire une cartographie des terrains à enquêter, objectiver les positions respectives des acteurs en présence, affiner certaines hypothèses de recherche, identifier et sélectionner des interlocuteurs potentiels... Ils ne sont quasiment d'aucune aide sur le projet actuel dédié à la presse écrite pornographique.

Car il n'existe pas de guide dans lequel seraient recensés tous les titres du secteur. Outre l'illégitimité de l'objet, la quasi-totalité d'entre eux échappe aux multiples dispositifs de contrôle instaurés par la

DGMIC, la commission paritaire des publications et des agences de presse, et ne se soumet pas à l'obligation de dépôt légal à la Bibliothèque nationale. Ainsi, lors d'un contact téléphonique¹¹ avec un responsable du bureau d'homologation des publications de la DGMIC, il m'a été répondu que le service ne connaissait pas l'ensemble des journaux pornographiques imprimés à ce jour en France. Un groupe de travail avait été brièvement constitué en 2002 pour tenter d'établir un état des lieux du secteur et de mettre en place des contacts avec les responsables de ces publications, formant selon mon interlocuteur « *un petit monde d'individus peu solidaires entre eux et préoccupés de commerce avant tout* ». Il m'a toutefois été conseillé de m'orienter vers le ministère de l'Intérieur, et plus particulièrement, vers la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence¹². En effet, le rôle cette commission, telle qu'elle est présentée sur le site du ministère de la Justice et des Libertés, ne se limite pas à l'examen des publications écrites destinées à la jeunesse. Elle étend son contrôle aux « *publications qui ne sont pas destinées principalement aux enfants et adolescents, mais qui sont susceptibles de heurter la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique, ou de la place faite au crime, à la violence, à la discrimination, à la haine raciale, à l'incitation à l'usage, ou à la détention et au trafic de stupéfiants* »¹³. Outre le contrôle des contenus publiés, elle peut demander, auprès du ministère de la Justice et du procureur de la République, l'engagement de poursuites et proposer des avis qui s'échelonnent sur trois degrés, gradués en fonction de l'estimation du degré de dangerosité pour la jeunesse. Le premier degré consiste en une demande d'interdiction de vente aux mineurs de moins de 18 ans. Le second degré préconise un avis d'interdiction d'exposition à la vue du public et de publicité par la voie d'affiches. Et le dernier degré consiste en un avis d'interdiction de publicité au moyen de prospectus, d'annonces ou d'insertions publiés dans la presse, de lettres circulaires adressées aux acquéreurs éventuels ou d'émissions radiodiffusées ou télévisées. Et c'est dans le cadre des enquêtes judiciaires que sont recherchées des informations sur les propriétaires des publications pornographiques, par exemple¹⁴. Des contacts ont été également établis avec des responsables au sein de la Fédération des agences de presse, et de la commission paritaire des publications et des agences de presse¹⁶. Bien que nous travaillions avec ces derniers dans d'autres instances en lien avec la formation en journalisme, nos sollicitations sont restées sans réponse lorsqu'il a été question d'échanger sur la presse écrite pornographique. De même, cette catégorie de presse n'apparaît pas sur les sites de l'OJD, des messageries lyonnaises de presse (MLP) — alors que certains titres sont distribués par ce réseau dans

les kiosques. Si l'OJD affiche une catégorie *Presse masculine, Mode et Charme*, la dernière mention se réduit aux titres suivants : *Entrevue, FHM, CG-Gentlemen Quaterly, L'Optimum, Guts*. Elle exclut du classement, outre les titres aux contenus sexuellement explicites¹⁷, les magazines hétéronormés *Playboy, Maximal, Stuff* et *Newlook*, de même que le titre *Tétu* destiné à un lectorat homosexuel. Par contre, les sites d'abonnement en ligne tels que Relay.com proposent une catégorie presse magazine adulte dans laquelle on retrouve des titres de presse écrite pornographique. Pour se conformer à la loi, le site les expose en premier accès avec des couvertures « floutées », rendues pleinement visibles après la saisie d'un identifiant et d'un code parental. Un site comme Journaux.fr propose même de répertorier ce secteur de presse en sous-catégories telles que BD/lettres et roman-photos, femmes mûres, gay, généraliste, généraliste étrangers, échangeisme, SM/fétichisme, spécialisé... Sur ce site, il suffit de cliquer sur une mention qui certifie que vous avez plus de 18 ans pour accéder aux couvertures des magazines. Ainsi il est possible d'établir une liste de publications pornographiques diffusées en France, en passant par les réseaux commerciaux de vente sur Internet, sans toutefois être assuré que celle-ci soit complète. L'ensemble de ces lacunes informationnelles et de ces réticences professionnelles révèle, de façon plus fondamentale, une non-(re)connaissance réciproque entre les acteurs de la presse légitime et ceux de la presse pornographique.

En effet, les acteurs traditionnels du champ journalistique refusent pour la plupart d'aborder la question de la presse pornographique puisqu'ils récusent d'emblée l'association entre presse et pornographie, publications pornographiques et journalisme, les contenus de ces publications et la notion d'information, quand bien même l'on peut attester de la porosité des frontières entre ces deux secteurs, notamment par les trajectoires de certains responsables éditoriaux et journalistes. Dès lors, notre analyse du « monde de la presse pornographique », s'inspirant du cadre conceptuel d'H. Becker, se fonde sur une approche dynamique des espaces et sous-espaces concernés, seule à même de saisir les transversalités entre eux, les relations entre les acteurs de l'industrie pornographe et ceux des industries culturelles, la circulation des productions sous des formes plus ou moins différenciées, de capitaux, les échanges de compétences voire de légitimité¹⁷. Le cas du magazine *Union* est, à ce titre, intéressant pour approfondir ce point de notre réflexion. Ce magazine appartient, à hauteur de 49 % du capital, au groupe de presse Lagardère Active, les 51 % restant sont possédés par Montreux Publications, société anonyme basée dans le canton de Vaux (Suisse). La rédaction est installée dans les locaux du groupe Lagardère Active, rue

Anatole France à Levallois-Perret. L'actuel directeur de la publication a travaillé pour des titres comme *Fémina*, a été rédacteur en chef adjoint du journal *Télé Loisirs* (groupe Prisma Presse). Or, lorsque je m'adresse au standard du groupe, afin d'être mis en relation avec le directeur de publication ou le rédacteur en chef, on me répond, lors des premières tentatives, que ce titre n'existe pas au sein du groupe ; puis, lors des suivantes, mon appel est redirigé vers une ligne d'assistance, où une assistante prend mon message et mon numéro de téléphone..., et ne rappelle pas. Cette absence de reconnaissance publique du titre par le groupe est confirmée sur le site Internet¹⁸. De même, le nom du journal n'est pas affiché sur la porte ouvrant sur la salle de rédaction et le bureau du directeur de la publication, mais est remplacé par la mention Montreux Publications. En second lieu, les acteurs de la presse pornographique construisent dans la plupart des cas un véritable dispositif juridique, économique, organisationnel qui opacifie leur identité et complique leur identification. La composition des ours de certains journaux illustre parfaitement ces processus de masquage. Ainsi, le magazine *Union* apparaît comme édité uniquement par son propriétaire suisse alors que la rédaction est basée à Paris, et aucune précision n'est donnée sur son organigramme (directeur de publication, rédacteur en chef...). Seule une adresse courriel est inscrite : redaction@union.fr. De plus, le recours aux pseudonymes est monnaie courante. Lorsque des noms apparaissent en face de certaines fonctions, il s'agit dans la majorité des cas de noms d'emprunt (des identités discursives reprises dans les pages comme signatures). Rares sont ceux qui correspondent aux noms d'état civil. C'est le cas pour le directeur de la publication (Michel Sitbon) et peut-être pour le directeur de la rédaction (Laurent Chiche) du magazine *Couples*, mais non pour sa rédactrice en chef Sylvie Buarque : identité qui perdure malgré les changements de personnes affectées à ce rôle. L'ours du magazine *Hot Vidéo* indique certes les fonctions et les numéros de ligne téléphonique de la plupart des producteurs des contenus. Toutefois, comme *Dorcel Magazine*, si l'ours imite l'agencement des journaux légitimes dans le champ journalistique, le masquage des noms reste la règle.

Dans ce contexte, la stratégie adoptée pour obtenir les premiers entretiens a été de commencer par le titre le plus ancré dans le champ professionnel à savoir le journal *Union*. J'ai réussi à obtenir les noms et les coordonnées téléphoniques et courriel du responsable de la rédaction grâce à une ancienne étudiante qui travaille aujourd'hui pour un magazine du groupe, et qui a accès à l'intranet. Pour les autres titres, je préconise de contacter des journalistes qui ont écrit des articles consacrés à la presse pornographique. De même que j'espère obtenir des contacts

par le biais des premiers enquêtés, dont certains collaborent avec des producteurs de contenus pornographiques d'autres magazines lors de la réalisation de films X, lors d'événements de communication autour du X... Cette démarche, somme toute classique, se complique cependant une fois les premiers entretiens réalisés. En effet, certains se révèlent d'une grande richesse informationnelle, notamment sur la question des affiliations des acteurs. Du coup, leur statut pourrait évoluer d'interviewé vers celui d'informateur, avec lequel on échangerait sur une cartographie du secteur. Et dans ce cas, il faut arbitrer sur de nouvelles questions méthodologiques. Cela nécessite de renouer avec des interlocuteurs et de négocier les bases de cette nouvelle relation. Et comment poursuivre l'échange ? Par téléphone ? En face à face ? Comment justifier d'échanger des informations avec certains interlocuteurs et non avec d'autres alors qu'ils seraient intéressés par ces informations, parfois stratégiques du point de vue des positionnements éditoriaux, des univers de concurrence ? Et, dès lors, des variables non pertinentes dans le cadre d'un entretien ponctuel doivent être prises en compte dans une relation suivie, comme leurs inscriptions éventuelles dans certains mouvements politiques plus ou moins obscurs, parfois proches de l'extrême droite, et dont certains diffusent des théories sur le complot des médias...

Des entretiens qui questionnent les identités générées et les orientations sexuelles

Dans cette partie, nous nous concentrerons sur le déroulement des entretiens semi-directifs, sur ce qu'ils impliquent en termes de contexte de l'interaction, de négociation des lieux de leur réalisation, du choix des termes utilisés dans les questions posées, de la mise en confiance des enquêtés. Mais nous nous attacherons aussi à ce que ces entretiens impliquent en termes des jeux de pouvoir à l'œuvre, de la nécessité de déconstruire les stéréotypes réciproques sur les partenaires de l'échange et les questions de présentation de soi, d'hexis corporelle comme marqueur d'une identité générée, voire d'orientations sexuelles.

Il n'est pas original de rappeler combien la manière de présenter la recherche aux personnes sollicitées détermine certes l'obtention de leur accord, mais influence également en partie la rencontre à venir¹⁹. Lors de la prise de contact avec les personnes ressources par courriel ou par téléphone, nous avons longuement hésité à employer le terme de presse pornographique pour présenter notre recherche, préférant lui substituer parfois celui de presse de couple, afin de ne pas faire écho aux jugements de valeur

socialement associés à cet objet. De même, dans les premiers moments de la discussion, les points de présentation se focalisent sur l'organisation du travail de production du journal afin de leur montrer que nous prenons ce travail au sérieux, malgré les discours des acteurs environnants (institutionnels, politiques, journalistiques...). Nous employons alors le langage technique en usage dans les salles de rédaction des journaux écrits reconnus par les organismes professionnels : les lignes éditoriales, les spécialisations journalistiques, les conférences de rédaction, les fonctions... Puis, nous indiquons que nous nous intéresserons aux spécificités du travail de producteur de contenus dans le secteur de la presse spécialisée pour adultes. À ce moment-là aussi, le choix des mots est important, et nous reprenons des termes, tels que ressources, capitaux et trajectoires professionnelles... Leur emploi permet à la fois de signifier à nos interlocuteurs que nous ne leur refusons pas *a priori* le statut de professionnels de l'information, voire de journalistes, même s'ils ne possèdent pas la carte de presse, et que, ce faisant, nous ne nous inscrivons pas dans une posture d'évaluation morale des contenus diffusés. Simultanément, nous démontrons de façon performative notre connaissance des dispositifs, des mécanismes de division et de coordination du travail journalistique, et que nous ne leur ferons pas perdre leur temps par méconnaissance, dans un contexte de forte productivité. En effet, les rédactions des journaux pornographiques se composent d'un personnel restreint, avec un recours peu développé aux pigistes, contrairement aux titres de la presse écrite traditionnelle. Tout d'abord, parce qu'il n'est pas aisé de trouver des rédacteurs. De fait, les aspirants journalistes, formés dans les écoles reconnues ou non, n'aspirent pas à travailler dans ce secteur qui ne constitue pas un atout pour une intégration professionnelle dans le champ journalistique. Ensuite, parce que les moyens financiers à la disposition de ces structures sont la plupart du temps limités, surtout dans un contexte de concurrence accrue. En effet, Internet, tout comme le minitel antérieurement, est un espace de prolifération de contenus à caractère pornographique, des contenus professionnels gratuits ou non (sites de vente de DVD, de produits, de téléchargements de vidéos X), aux productions semi-amateurs ou amateurs (blogs, streaming, etc.). Ces contraintes ont une incidence sur la négociation car elles déterminent en grande partie les créneaux et les lieux de l'entrevue, puisque les responsables accepteront d'autant plus la présence de l'enquêtrice qu'elle se fera sur un temps hors-production (heures du déjeuner, avant ou après la journée de travail effectif...). D'où la nécessité d'amasser, avant toute prise de contact, des données sur les conditions objectives d'exercice de cette activité professionnelle, et de les interpréter en vue d'établir des questions de recherche qui orienteront

le travail sur le terrain. Sur ce point précis, l'absence de travaux directement consacrés à la presse écrite pornographique n'a certes pas facilité cette étude préalable, mais ce handicap a été en partie compensé par ma trajectoire et mes ancrages professionnels. En tant qu'enseignante dans une structure avec une formation en journalisme, reconnue par la profession²⁰, chercheuse dans un laboratoire, le CRAPE²¹, dans une équipe spécialisée sur l'étude du journalisme, nous avons accumulé une connaissance empirique et théorique de l'organisation du travail dans les rédactions. De même, nous disposons d'un capital-connaissances non négligeable dans le champ journalistique : anciens étudiants en poste, syndicalistes, représentants de la profession siégeant dans des instances, avec lesquels nous travaillons dans le cadre de la formation...

Toutefois, si l'acceptation de l'entretien dépend de la capacité de l'enquêtrice à instaurer une relation de confiance, notre position est à double tranchant. En effet, je représente aussi, par ces affiliations, à la fois la culture légitime, universitaire, et une définition du journalisme qui exclue la presse pornographique et ses acteurs de son espace social. C'est pourquoi j'ai fait le choix de ne pas mettre en avant, lors de la prise de contact, le fait que Lannion est le site d'une formation au journalisme reconnue par la CPNEJ, pour ne pas susciter de réactions chez mes interlocuteurs, soit de l'ordre de la crainte, soit de l'ordre de l'agressivité. Ces réactions se rencontrent déjà chez les journalistes en exercice non issus de ces formations, et, ont d'autant plus de chances d'advenir s'ils exercent dans des espaces peu légitimes au regard de leurs pairs.

S'interroger sur le choix des mots reste prédominant au cours de l'entrevue elle-même. Il n'est pas anodin d'échanger avec une personne à propos de contenus pornographiques, d'un parcours professionnel qui implique de la questionner sur sa connaissance éventuelle des réseaux libertins, échangistes, sur ses propres représentations de la sexualité, voire sur ses pratiques sexuelles. Il a d'abord été nécessaire de se familiariser avec les termes employés dans ces milieux notamment en observant les échanges sur les forums Internet, en plus des lectures d'ouvrages scientifiques ou de revues spécialisées. Ensuite, lors de l'entretien lui-même, nous commençons par poser des questions moins impliquantes pour l'interviewé(e) sur sa trajectoire professionnelle, son poste de travail, puis progressivement, nous resserons le questionnement autour des contenus, en le ou la confrontant à ses productions. Cette confrontation permet, dans un premier temps, de mettre à jour des conditions concrètes d'organisation du travail dans la rédaction, notamment en suscitant des anecdotes révélatrices de cette organisation²², et de

continuer à mettre en confiance le ou la partenaire de l'échange. Dans un second temps, la discussion s'oriente vers des questions sur les sources mobilisées, les méthodes d'enquête, l'angle et le genre journalistiques mobilisés. Aborder ces points possède, là encore, l'avantage de confirmer l'interlocuteur(trice) dans son statut professionnel tout en l'amenant progressivement à réfléchir sur sa connaissance des milieux (industrie pornographique, clubs libertins...), son expertise sur les thématiques traitées, et aussi d'aborder les questions de reconnaissance ou de non-reconnaissance en tant que journaliste, de raconter les réactions de leurs proches vis-à-vis de leur activité professionnelle. Puis, on s'achemine à la fin de l'interview vers des demandes autour de la définition de la ligne éditoriale, ce qui va conduire à exprimer des opinions sur ce qu'est censée être, par exemple, une « sexualité épanouissante », à aborder des sujets plus intimes, de l'ordre des attitudes, des expériences sexuelles, des parcours de socialisation à la sexualité. Une autre stratégie pour mettre à l'aise l'enquêtrice et l'enquêté est d'employer des termes précis et sans détours pour parler, sans pour autant être brutal ou cru, d'adopter un discours technique, le plus dénué possible d'allusions, de sous-entendus moraux ou grivois... Car, dans la plupart des cas, nous avons affaire à des interviewés masculins, avec lesquels nous visionnons des contenus qui mettent en scène des représentations d'actes sexuels, sous la forme de photos ou de réalisations audiovisuelles vendues en DVD avec le journal écrit. Et il est impossible de faire comme si nos appartenances genrées n'existaient pas et n'avaient aucune incidence sur la structuration de l'interaction. Dès lors, il nous paraît nécessaire d'intégrer cette dimension dans une réflexion épistémologique.

Penser les façons dont nous performons notre identité genrée par le langage non-verbal²³ devient essentiel pour le déroulement de l'enquête. De nombreuses hésitations, adaptations portent sur le choix du costume, les vêtements portés, le type de maquillage et de coiffure, les postures corporelles à favoriser ou à proscrire. Cette démarche autoréflexive s'étend même jusqu'au contrôle des manifestations émotionnelles, dans la mesure où, par exemple, exprimer la gêne (même involontairement par une rougeur faciale) peut avoir des incidences sur le cours de la discussion. Les regards échangés sont également signifiants, de même que les sourires, surtout dans une situation de communication où les propos se focalisent sur les rapports de séduction, les échanges sexuels hétérosexuels. Sans me transformer radicalement, j'ai pris soin d'enlever tous les signes pouvant de près ou de loin induire une lecture érotique de mon image sociale, sans pour autant chercher à la déssexualiser complètement. L'exercice constitue en soi une double contrainte²⁴ : fermer l'interaction à

des jeux de séduction débordant les limites du cadre de l'entretien, et initiés par certains de nos interlocuteurs, tout en ne (re)présentant pas une image de soi peu propice à favoriser des discussions sur des sujets aussi intimes que la sexualité. L'extrait d'entretien²⁵ suivant est significatif de ce point de vue là :

« BDG : Quelles sont les sociétés de production avec lesquelles vous travaillez ? »

X : Ce sont de petites boîtes, des petites structures. (...). Enfin, bref, ça, c'est un masseur qui commence à prendre des libertés avec voilà.

BDG : Je connais.

X : Ah bon, dans la vraie vie ou le DVD ?

BDG : Le DVD. »

Cet interlocuteur se saisit d'une des réponses de l'enquêtrice pour tenter de la draguer, en jouant sur le sens à donner à une réponse. Cette dernière coupe court à cette tentative d'orientation de la discussion sur le terrain des expériences personnelles, tout en informant X qu'elle regarde et connaît les films proposés par les DVD, revendiquant ainsi sa posture de chercheuse. Ce travail de maîtrise de soi conscient²⁶ a nécessité préalablement de nous défaire des stéréotypes construits sur les acteurs de la presse écrite pornographique. Dans les discours environnants, ils sont envisagés comme des producteurs de contenus interdits aux mineurs, dans la mesure où les représentations de la sexualité qu'ils diffusent peuvent heurter des publics « sensibles », et parfois provoquer la mobilisation d'associations de défense des droits des femmes, de la famille..., aux orientations politiques très diversifiées. Ces éléments fondent dans l'imaginaire social un profil-type du producteur de contenus pornographiques : celui d'un homme doté de peu de scrupules et sans considération pour la condition des femmes... Ces images du « pornocrate » circulent y compris dans les milieux professionnels et institutionnels contactés lors de notre enquête préalable. Ils sont appréhendés au mieux comme des hommes d'affaires pour qui le sexe est une opportunité commerciale, au pire leur activité est assimilée à de l'esclavage sexuel. Dans ce contexte, il faut s'extraire de ces représentations, qui fonctionnent comme des préjugés, dans la mesure où elles ne tiennent pas compte de la diversité des journaux, des contenus et des discours élaborés, et expriment une prise de position de l'ordre de l'a *priori* vis-à-vis de cet objet de recherche. L'extrait d'entretien à suivre montre combien les journalistes de la presse pornographique sont sensibles à ce décalage :

« En fait, beaucoup de gens sont surpris, parce qu'à Y, on est tous des gens très cultivés, très diplômés. Et ils voient, enfin, de l'extérieur, ils s'imaginent qu'on est des porcs, ouais, des porcs qui se mouchent dans leurs manches, que sais-je qui rotent, qui pètent. Le fruit des amours coupables de Germaine Bidochon et de gros dégueulasse de Reiser²⁷. »

Construire des dispositifs de mise à distance permet d'y parvenir, notamment lorsqu'ils se fondent sur un cadrage préalable des perceptions et des interprétations. À l'instar de ce qu'a écrit L. Humphreys au sujet de la population qu'il étudie²⁸, je n'étudie pas des pornocrates mais des individus qui produisent des contenus pornographiques. Il est important également de centrer l'entretien sur le recueil de données qui passent essentiellement par la description des parcours, des activités, des pratiques et pas seulement, sur les ressentis des enquêtés. Sans oublier qu'il s'instaure dans tout entretien un rapport de pouvoir entre enquêteur et enquêté, dont l'objectif est de négocier sa position, d'en construire la légitimité. Et nos interlocuteurs en jouent la plupart du temps pour essayer de rééquilibrer une relation sociale qu'ils jugent inégalitaire sur la dimension au moins de la reconnaissance sociale. Et il peut être tentant, pour eux, de déstabiliser le représentant d'un savoir légitime en mobilisant une expertise illégitime (le sexuel). Ainsi, nous assistons parfois à des « décrochages » dans le discours de nos interlocuteurs, qui se caractérisent par des changements brutaux de registres de langage. Ainsi, dans l'extrait proposé, la personne, fragilisée un temps, compense ce sentiment de vulnérabilité en « sur-jouant » son émancipation sexuelle :

« Et je l'ai constaté d'autant plus, que (protection anonymat) ont dû me voir avoir des discours aussi, on va dire, libres et... canailles, limites cochons, dégueux, tenir des propos scandaleux, enfin scandaleux, rien d'illégal, voyons bien clairs, du genre : "Tiens, je lui péterais bien la rondelle ou je lui casserais bien les pattes arrière à celle-là". Dans la bouche d'un lascar comme A ou B, ça choque mais dans ma bouche à moi, c'est pire. Pourtant, si elle a un beau cul, je lui péterais bien une patte arrière moi aussi. J'adore les culs des femmes. Chez un homme, je vais regarder d'abord. Je vais le regarder les yeux dans le pantalon, je regarderais ses yeux après, je regarde tout de suite, c'est naturel chez moi de regarder le pantalon²⁹. »

Par ailleurs, prendre l'initiative de questionner autrui sur ses orientations sexuelles, c'est prendre le risque d'être soi-même interrogé sur ces mêmes sujets. Dès lors, jusqu'où peut-on aller, dans une

logique de don et contre don, sans tomber dans une relation de confidences réciproques qui pourrait compromettre les objectifs de la recherche ? Contrairement à d'autres chercheurs qui ont travaillé sur le libertinage ou sur la problématique croisée des identités genrées en lien avec les orientations sexuelles³⁰, ou à la plupart des producteurs de contenus interrogés jusqu'alors, nous ne sommes ni dans une posture militante, en étant, par exemple, investie dans des mouvements sociaux, ni dans une démarche revendiquant la légitimité d'orientations ou de pratiques sexuelles. Ces états de fait n'aident pas à constituer des réseaux de personnes-ressources, à comprendre les codes, les modes de fonctionnement propres à des communautés structurées autour de discours sur la sexualité, incarnés dans des pratiques sexuelles³¹. En effet, le fait de ne pas partager certaines orientations sexuelles amène à refuser certaines invitations émises par certains interlocuteurs comme participer à des soirées, sortir dans certains lieux, car il ne serait alors pas sûr que la seule posture de chercheuse suffise à légitimer sa présence. Quel rôle prendre alors dans l'échange social en cours sans pour autant participer aux actes sexuels ? Celui de voyeur ? Comment accepter une invitation d'un interviewé qui espère de vous un échange sexuel ? Ces questions restent d'actualité car, dans une deuxième phase de l'étude, nous aimerions suivre un journaliste le temps d'un reportage, notamment sur un tournage de film X. Sans compter que la présence d'une femme – non professionnelle du porno – sur un plateau de tournage est rare. Et comme en atteste la citation suivante, les comportements des acteurs de la production pornographique hétérosexuelle la rendent même difficile :

« Ben je crois, justement, qu'ils sont tellement dans le moule de l'actrice, que pour eux, c'est un phantasme. Ils se disent : "Ça va être complètement autre chose" quoi. Parce que la réalité, c'est que les acteurs... (...). Et quand on sait comment elles sont formatées sexuellement, il y a un moment où... (...). Donc oui, et puis la performance, on n'a pas envie tous les jours hein, même quand on est acteur, c'est... c'est pénible au bout d'un moment. (...) Donc dès qu'ils voient une fille qui est pas du métier, ils se disent... Et en plus, il y a tout ce qu'il y a autour, ils vont la découvrir, il y a toute cette intimité dans laquelle ils vont vraiment entrer pour le coup, tandis que l'actrice, elle est nue tout de suite, enfin je veux dire... elle a plus rien à cacher quoi, immédiatement. Donc ça... Donc ces journalistes femmes, c'est plus compliqué, parce qu'elles peuvent être harcelées pas par un, mais par trois, quatre, cinq acteurs, sur un tournage. Donc il y a un moment où... au bout d'un moment, c'est pesant³². »

Confrontée à tant de réticences et de résistances, une question s'impose : le jeu en vaut-il la chandelle ?

Travailler sur la presse écrite pornographique comporte quelques risques en termes de carrière. Plus l'objet de la recherche est illégitime dans les espaces scientifiques et plus la légitimité du chercheur est faible, ce qui n'est évidemment pas sans incidence sur la reconnaissance académique de ce dernier. Car, de cette reconnaissance dépend sa capacité à faire de la recherche, à publier, à mobiliser d'autres chercheurs sur des programmes de recherche, ses potentialités d'évolution de carrière... Or, la pornographie reste un objet d'études marginal en France, et ce malgré l'existence de travaux sur les relations entre identités genrées et orientations sexuelles comme ceux Marie-Hélène Bourcier³³, ou l'organisation de colloques comme celui qui s'est déroulé à l'université de Versailles, à Saint-Quentin en Yvelines en mai 2011, et consacré à la pornographie en France aux XIXe et XXe siècles³⁴. Cette absence de légitimité académique est redoublée par la réticence des acteurs politiques, économiques ou institutionnels à octroyer des financements aux projets portant sur ce sujet³⁵. Il existe donc un retard de la recherche française sur ce que les chercheurs américains ont labellisé les *porn studies*, alors qu'elles sont déjà présentes dans des programmes universitaires nord-américains. Ainsi, Linda Williams est l'auteur d'un ouvrage qui ouvre la voie aux études sur la pornographie et intitulé *Hard-Core : Power, Pleasure, and the « Frenzy of the Visible »*³⁶. Dans ce livre, elle livre non seulement une analyse approfondie du film réalisé en 1972 par Gérard Damiano, *Deep Throat*, mais elle l'articule avec une interrogation sur les évolutions du féminisme, dans le sens où elle soutient l'idée que les féministes doivent se saisir de la pornographie afin de proposer un modèle de la sexualité, alternatif à une représentation « masculino-normée »³⁷. Parallèlement, elle enseigne le film, la rhétorique et la sémiologie de l'image pornographique au sein du département de *Films Studies* qu'elle dirige depuis 2000 à l'université de Berkeley en Californie. Au final, nous nous trouvons dans une posture dans laquelle il faut sans cesse batailler avec les réticences des milieux professionnels concernés, et déjouer leurs dispositifs de résistance à la présence de chercheurs sur ce terrain d'enquête. Ces constats nous conduisent aujourd'hui à calculer le ratio entre l'apport d'une recherche sur un tel secteur, et les coûts à supporter pour tenter de l'étudier. Nous espérons toutefois que cet article démontre que l'on apprend aussi des impasses ou des succès méthodologiques d'une recherche de cette teneur.

Notes

1. L'ouvrage de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, 2006, constitue de ce point de vue une référence.
2. À l'exception de l'article de J. Mousseau, 1975, qui traite essentiellement de titres que nous répertorions aujourd'hui sous la catégorie de presse de charme (Lui, Playboy...).
3. À titre d'exemples, nous pouvons toutefois citer les travaux consacrés à la presse magazine masculine, à la presse people. Voir notamment Bardelot, 2001 : 161-189 ; Dakhliya, 2005 : 73-91 ; ou plus récemment Dubied, 2009.
4. En référence à l'Esquisse pour une auto-analyse de P. Bourdieu, pour signifier la nécessité, plus particulièrement dans le cadre de cette recherche, de « retourner » les outils, les théories de la sociologie vers soi, afin de « conscientiser » nos dispositions dans ces domaines.
5. Humphreys, 2007 ; Bourgois, 2001.
6. Ouvrage déjà cité, p. 27.
7. Bernstein, 2009 ; Roux, 2009 ; Bigot, 2008.
8. En ce sens, nous ne nous reconnaissons pas totalement dans les démarches préconisées dans certains manuels, qui ont tendance à lisser les aspérités du terrain, et à construire une position de l'enquêteur en maîtrise complète du cadre. Voir notamment A. Blanchet et A. Gotman, 1992 ; J.-C. Combessie, 1999. A contrario, nos observations s'inscrivent davantage dans les réflexions épistémologiques développées dans les articles de J.-B. Legrave, 1996 : 207-225 ; S. Beaud, 1996 : 226-257 ; et P. Bourdieu, 1993 : 1389-1447.
9. Ce secteur est décomposé en plusieurs catégories : presse nationale d'information, presse locale d'information, presse spécialisée grand public, presse technique et professionnelle.
10. Contact téléphonique du 16 décembre 2010 avec la responsable du service.
11. Où il m'a été conseillé de reprendre contact avec la DGMIC ou de contacter les syndicats des éditeurs !
12. <http://www.justice.gouv.fr/justice-des-mineurs-10042/commission-cscpj-12129/le-role-de-la-commission-21194.html>, citation extraite le 10 septembre 2011.
13. Elles sont contraintes de respecter l'article 227-24, modifié par la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 (article 5), selon lequel « le fait soit de fabriquer, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine ou à inciter des mineurs à se livrer à des jeux les mettant physiquement en danger, soit de faire commerce d'un tel message, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur »,
14. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006418098>, citation extraite le 10 septembre 2011.
15. La CPPAP contrôle l'accès au régime économique de la presse, en s'appuyant sur deux régimes de droit commun (régime économique général) et dérogatoire, et se charge d'exclure « certaines catégories de publications, malgré l'apparence de journaux ou de revues qu'elles pourraient présenter ». Aucune des catégories exclues du régime général de la presse ne se réfère directement à la presse pornographique, mais deux d'entre elles sont susceptibles de lui être appliquées : la périodicité, l'orientation principale de ces publications vers « la recherche ou le développement des transactions d'entreprises commerciales, industrielles, bancaires, d'assurances ou d'autre nature, dont elles sont en réalité les instruments de publicité ou de communication, ou qui apparaissent comme étant l'accessoire d'une activité commerciale ou industrielle », http://www.cppap.fr/article.php?id_article=79, citation extraite le 11 septembre 2011.
16. Pour reprendre une litote employée couramment pour se référer à la presse écrite pornographique.
17. Voir Becker, 2010.
18. Par contre, lorsqu'on appelle le numéro du service abonnement, un « conseiller » vous accueille en citant le groupe Lagardère Active.
19. Comme le souligne S. Beaud : « Les conditions d'établissement de la relation d'enquête sont essentielles à restituer si l'on veut objectiver la relation enquêteur/enquêté et comprendre le déroulement de l'entretien. On peut dire, sans exagérer, que les premiers moments de la rencontre sont stratégiques : ils marquent un climat, une "atmosphère" dans laquelle se déroulera ensuite l'entretien », article déjà cité, p. 238.
20. Il existe actuellement 13 formations en journalisme, reconnues par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi des Journalistes (CPNEJ), parmi lesquelles le DUT option journalisme du département Information-Communication de l'IUT de Lannion, dont nous sommes le chef de département.
21. Centre de Recherche sur l'Action Politique en Europe, Université de Rennes 1, IEP Rennes.
22. Cette méthode permet d'éviter la langue de bois, les discours trop généraux et flous sur les pratiques.
23. Nous performons le genre en ce sens où pour incarner un homme ou une femme, nous nous conformons, par nos actions, aux assignations sociales structurant les identités genrées. Les définitions de sexes (mâle, femelle), d'identités genrées (masculine, féminine) s'encastrent dans un système hétéronormé de significations symboliques et sociales. Sur ce point, se référer à l'ouvrage de J. Butler, 2005.
24. Ou double contrainte. Voir les notions développées par l'école de Palo Alto, et notamment G. Bateson et alii, 1981.
25. L'entretien, réalisé en mars 2011, s'est déroulé dans le bureau du responsable éditorial d'un magazine libertin.
26. Et de présentation de soi dans les cadres de l'interaction (Goffman, 1973).
27. Entretien réalisé le 6 avril 2011 au domicile de l'interviewé.
28. « Je n'ai pas étudié "les homosexuels", mais des individus qui s'adonnent à des actes homosexuels », ouvrage déjà cité, p. 28.
29. Entretien du 6 avril 2011 déjà cité.
30. Nous pouvons citer entre autres : L. Williams, M.-H. Bourcier...
31. Il existe une typologie des orientations sexuelles, connue des initiés, définissant les pratiques sexuelles hétérosexuelles en termes de pratiques recherchées, ou, au contraire, d'actes refusés. Elle repose sur une codification, une grammaire, élaborée des comportements licites et illicites selon son appartenance à telle ou telle catégorie, des conduites attendues ou prohibées, qui s'appuie sur un système de normes, de valeurs. Ces dernières structurent les rapports entre les partenaires de l'acte sexuel. On peut être libertin sans être échangiste. On peut être échangiste en refusant d'embrasser, ou de pratiquer la sodomie avec un(e) autre partenaire que son ou sa conjoint(e).
32. Entretien avec un journaliste d'un magazine, réalisé le 27 octobre 2011 dans un café.
33. Voir M.-H. Bourcier, 2006 et 2005.
34. Comité d'organisation : Nicolas Lahaye, Sylvain Lesage, Mathieu Trachman, Anne Urbain.
35. Nous avons rédigé un projet de recherche intitulé La presse pornographique : industrie culturelle, identités genrées et orientations sexuelles à l'heure d'Internet, dans le cadre d'un groupement d'intérêt scientifique, dont les finances proviennent notamment des collectivités territoriales. Un spécialiste de

l'équipe, dédié au montage de dossier, nous a demandé de remplacer dans le document « presse pornographique » par « presse spécialisée » afin de ne pas effrayer les politiques et compromettre les chances du projet.

³⁶ Williams, 1989.

³⁷ Cette réflexion se prolonge dans l'ouvrage collectif *Porn Studies* dont elle a assumé la direction. Celui-ci s'ouvre à l'analyse

de la diversité pornographique, qu'elle soit hétérosexuelle, homosexuelle, interracial, fétichiste, sadomasochiste, etc. De même, il ne circonscrit pas l'étude de la pornographie à ses seules dimensions esthétiques, mais l'étend aux appartenances sociales et raciales (Williams, 2004).

Références bibliographiques :

- Bardot, E., 2001, « La "nouvelle presse masculine" », *Réseaux*, 2001/1, n° 105, pp. 161-189.
- Bateson, G. et alii, 1981, *La nouvelle communication*, Seuil, coll. Points.
- Beaud, S., 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'"entretien ethnographique" », *Politix*, vol. 9, n° 35, pp. 226-257.
- Becker, H., 2010, *Les mondes de l'art*, Flammarion, coll. Champs arts.
- Bernstein, E., 2009, « Travail sexuel pour classes moyennes », *Genre, sexualité & société* [En ligne], n° 2 | Automne 2009, mis en ligne le 16 décembre 2009, URL : <http://gss.revues.org/index1058.html>.
- Blanchet, A. et Gotman, A., 1992, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan Université, coll. 128.
- Bourcier, M.-H., 2006, *Queer zones, politique des identités sexuelles et des savoirs*, Éditions Amsterdam.
- Bourcier, M.-H., 2005, *Sexpolitiques, Queer Zones 2*, La Fabrique éditions.
- Bourgeois, P., 2001, *En quête de respect. Le crack à New York*, Seuil.
- Bourdieu, P., 2004, *Esquisse pour une auto-analyse*, Raisons d'agir, coll. Cours et travaux.
- Bourdieu, P. (Éd.), 1993, *La misère du monde*, Seuil, coll. Points.
- Bigot, S., 2008, *L'escorting : approche sociologique d'une forme de prostitution*, Thèse de sociologie sous la direction de Le Gall, D., Université de Caen.
- Butler, J., 2005, *Trouble dans le genre*, La Découverte.
- Combessie, J.-C., 1999, *La méthode en sociologie*, La Découverte, coll. Repères.
- Dakhli, J., 2005, « L'image en échos », *Réseaux*, n° 132, pp. 73-91.
- Dubied, A., 2009, « L'information-people. La célébrité racontée par la presse », *Communication* [En ligne], vol. 27/1, mis en ligne le 16 octobre 2009, URL : <http://communication.revues.org/index1351.html>.
- Goffman, E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, vol. 1, « La présentation de soi », Minuot, coll. Le sens commun.
- Humphreys, L., 2007, *Le commerce des pissotières. Pratiques homosexuelles anonymes dans l'Amérique des années 60*, La Découverte, coll. Textes à l'appui / Genre et sexualité.
- Legrave, J.-B., 1996, « La "neutralité" dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, vol. 9, n° 35, pp. 207-225.
- Mousseau, J., 1975, « La presse du c. La France à l'heure de la pornographie », *Communication et langages*, n° 28, pp. 77-92.
- Pinçon, M. et Pinçon-Charlot M., 2006, *Voyage en grande bourgeoisie*, Presses universitaires de France.
- Roux, S., 2009, « L'initiation. Entretien avec un client de la prostitution », *Genre, sexualité & société* [En ligne], n° 2 | Automne 2009, mis en ligne le 17 décembre 2009, URL : <http://gss.revues.org/index1237.html>.
- Williams, L., 1989, *Hard-Core : Power, Pleasure, and the « Frenzy of the Visible »*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- Williams, L. (Ed.), 2004, *Porn studies*, Durham, Duke University Press.

Résumé | Abstract | Resumo

Fr. Cet article propose de s'appuyer sur l'expérience d'une recherche en cours intitulée *La presse pornographique : industrie culturelle, identités genrées et orientations sexuelles à l'heure d'Internet* pour exposer les obstacles rencontrés et les solutions inventées. En effet, enquêter auprès des producteurs de la presse pornographique nécessite d'inventer de nouvelles façons d'approcher l'objet et le terrain. La définition de l'objet en termes juridique, organisationnel, professionnel et éditorial pose problème, parce qu'il échappe aux circuits institutionnels qui répertorient les titres de presse écrite. Cependant les difficultés ne se résument pas seulement à la délimitation du terrain d'enquête et à son accès, mais s'étendent à l'interaction en face à face. Convaincre un interlocuteur ou une interlocutrice de parler d'un travail déconsidéré, voire subjectivement dévalorisant, puisque socialement illégitime est un exercice délicat. Ici tout particulièrement, le contexte de l'entretien, le genre de la personne qui le conduit ont des incidences sur la mise en confiance de l'enquêté(e). Notre réflexion se fonde sur l'analyse d'une série d'entretiens mis en œuvre auprès de directeurs de publication, de rédacteurs en chef, de journalistes, de secrétaires de rédaction de la presse pornographique, voire de responsables d'organismes institutionnels du champ journalistique. Nous reviendrons, dans un premier temps, sur les tactiques mises en œuvre face à un terrain difficile à saisir. Puis, dans un second temps, nous nous attarderons sur le déroulement des entretiens. Nous verrons combien les thématiques soulevées par les questions configurent de façon spécifique l'interaction elle-même, parce qu'elles touchent aux domaines de la sexualité et de l'intime.

Mots-clés : presse pornographique, entretien, méthodologie, identité genrée

En. The purpose of this article is to benefit from an ongoing research project entitled *The pornographic press: cultural industry, gendered identities and sexual orientations in the Internet age* to expose obstacles encountered and solutions invented. Indeed, surveying producers of pornographic media requires inventing new ways to approach the object and the field to investigate. The definition of the object in legal, organizational, professional and editorial terms is an issue, because it escapes that list of print titles of institutional circuits. However, the difficulties are not confined only to the delimitation of the field investigation and the access to it, but extend to face to face interaction. Convincing someone to speak of a discredited work, even subjectively stigmatized as socially illegitimate requires skill and tact. Here especially, the context of the interview and the gender of the researcher who leads it have implications for the development of the respondent's confidence. This presentation is based on the analysis of a series of interviews carried out with editors, journalists, copy editors of the pornographic press or actors of institutional organisations who are a part of the journalistic field. First, we will discuss the tactics conducted in order to delimit the range of this difficult research. Then we will focus on the interview process. We will see how the themes raised by the questions influence the interaction itself, because they touch on areas of sexuality and intimacy.

Keywords: pornographic media, interview, methodology, gendered identity

Pt. Este artigo se propõe a tomar como ponto de partida a experiência de uma pesquisa em andamento, intitulada *A imprensa pornográfica: indústria cultural, identidades genéricas e orientações sexuais em tempos de Internet*, para apresentar os obstáculos encontrados e as soluções criadas. De fato, a proposta de se fazer uma investigação junto aos produtores da imprensa pornográfica requer a criação de novas formas de abordagem do objeto e do campo de pesquisa. A definição de objeto em termos jurídico, organizacional, profissional e editorial apresenta problemas porque escapa aos circuitos institucionais de classificação dos veículos da imprensa escrita. No entanto, tais dificuldades não se limitam apenas à delimitação do campo e de seu acesso, mas se estendem à interação face a face. Convencer um interlocutor ou uma interlocutora a falar sobre um trabalho desacreditado, que chega a ser subjetivamente desvalorizado, é um exercício delicado, tendo em vista a ilegitimidade social do objeto. Neste caso particular, o contexto da entrevista, o gênero da pessoa que a conduz incidem na construção da confiança do(a) sujeito(a) pesquisado(a). Nossa reflexão se fundamenta na análise de uma série de entrevistas realizadas com diretores de redação, editores-chefes, jornalistas e secretários de redação da imprensa pornográfica, e ainda com responsáveis por órgãos institucionais do campo jornalístico. Tratamos, em um primeiro momento, das táticas utilizadas para abordar um campo de pesquisa de difícil acesso. A seguir, discutimos a realização das entrevistas. Apresentaremos o número de temáticas originadas e o modo como elas configuram uma forma específica de interação, na medida em que permeiam domínios ligados à sexualidade e à intimidade.

Palavras-chave: imprensa pornográfica, entrevista, metodologia, identidade genérica

